

SECOUEZ-VOUS LES IDÉES 97

Périodique trimestriel du CESEP ASBL Mars | Avril | Mai 2014

Belgique — België
P.P.
Bureau de dépôt
1099 - Bruxelles X
6/934

P701314



Articulations n°56 p.10

**DROITES EXTRÊMES
NE PAS BAISSER
LA GARDE**

Etudes 2013 p.30

Agenda des formations p.35

Recevoir notre périodique

Vous recevez gratuitement notre périodique.

Par ailleurs, il est **téléchargeable librement** sur notre site :

www.cesep.be.

Recevoir notre newsletter

Vous pouvez être tenu informé par notre **newsletter** des dates de nos formations et journées d'études en faisant la demande par mail à **ivan@cesep.be**.

Vos coordonnées

Sachez que vos coordonnées figurent dans le fichier des correspondants du CESEP. La loi sur la protection de la vie privée vous permet de consulter ou de rectifier les données vous concernant dans le fichier ou de ne plus y figurer.

Enfin, si vous vous apprêtez à **changer d'adresse** ou si vos coordonnées ne sont pas correctes sur l'étiquette, merci de nous renvoyer un mail à l'attention de Myriam CLAESSENS

myriam.claessens@cesep.be reprenant : n° d'étiquette C/ ou O/

Nous contacter

Centre Socialiste d'Education Permanente ASBL

Rue de Charleroi, 47 à 1400 Nivelles

Tél : 067/219 468 – 067/ 890 866

Fax 067/ 210 097

infos@cesep.be

www.cesep.be

Coordination : Claire FREDERIC

Comité de rédaction : Claire FREDERIC, Jean-Luc MANISE, Morfula TENECETZIS

Comité d'écriture : Florence DARVILLE, Chantal DRICOT, Jean-Luc MANISE, Eric VERMEERSCH, Carmelo VIRONÉ

Conception graphique et mise en page : Anouk GRANDJEAN

Impression : Imp. Delferrière NIVELLES - Tiré à 10.000 exemplaires

Editeur responsable : Serge NOEL rue de Charleroi, 47 - 1400 NIVELLES

Ont collaboré à ce numéro : Nicole BALLAS, Catherine LEONARD, Ivan TADIC, Nathalie VANDENBERK, Bénédicte VANDENHAUTE



Centre Socialiste d'Education Permanente

ASBL

RPM Nivelles 0418.309.134.

rue de Charleroi 47, 1400 Nivelles

tél. : 067/219 468 - 067/890 866 - Fax : 067/210 097

Courriel : infos@cesep.be - www.cesep.be



Un dimanche de mai

par **Eric VERMEERSCH**

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site **www.cesep.be**

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Il serait bien resté couché en ce dimanche de mai. Il rêvassait déjà depuis une bonne heure. Il pensait à cette première fois. A ces premières fois. Il se souvenait bien de cette époque. Fier qu'il était alors. Et heureux. Confiant. C'est cela. En ce temps-là, il était confiant. Cela faisait sourire son père. Celui-là était un peu blasé. Il n'y croyait plus beaucoup. Ce père là n'avait jamais été très politisé. Il voyait d'un œil amusé son fiston se prendre au jeu des élections. Il trouvait cela touchant. Ou troublant. Mais il était fier de son fils. De ce gamin qui prenait les choses au sérieux. De son même devenu citoyen acteur qui embrassait goulûment ce monde qui s'ouvrait à lui.

Son cœur, son esprit, ses tripes avaient toujours été « à gauche ». C'était comme cela. Quelques gènes nommés « Egalité », « Equité », « Justice » guidaient sa pensée, jour après jour. Il y croyait à cette époque. Le monde d'adultes qui s'ouvrait devant lui serait meilleur. Avec le temps qui passait, ce monde serait chaque année un peu mieux. Ces petits « coups de mieux », patiemment mis bout à bout, aboutiraient un jour au « Meilleur des mondes ». Il s'était nourri de la pensée des grands hommes. Ceux qui avaient œuvré pour la liberté, pour le bonheur du plus grand nombre, pour tuer les inégalités, pour élever bien haut les solidarités. Ils avaient marqué son esprit du sceau de l'espoir, du fer rouge du progrès social. Ils seraient son guide. Il était fier d'avoir de tels mentors.

Déjà à cette époque une ombre planait sur le monde. La crise avait pointé le bout de son nez quelques années plus tôt. Son « Meilleur des mondes » s'éloignait doucement. Ce n'était que partie remise, ce n'était qu'un écueil à franchir vers le doux rivage qu'il s'était promis.

Il n'avait pas imaginé la réaction des hommes. Pour lui, le progrès social était en marche. En marche avant. Et pourtant. Les Hommes avaient commencé à faire marche arrière. Au nom de cette crise, pour y échapper, les Hommes avaient rebroussé chemin. Ils avaient vu, année après année, les petits bouts de mieux s'éloigner dans le rétroviseur.

Tels étaient ses songes en ce dimanche de mai. Cela faisait bien longtemps qu'il ne croyait plus à cette crise. C'était une créature fictive, entretenue par les médias, par la pensée unique, par l'idéologie dominante marquée du sceau du néolibéralisme. Au fil du temps, ce vote qu'il trouvait jadis magique l'avait rendu amer. Il croyait toujours au « meilleur des mondes », il avait toujours voté pour ceux qui en étaient porteurs mais il était déçu. Ceux qui recevaient sa voix, ceux en qui il mettait ses espoirs, ceux à qui il demandait de l'aider à ouvrir le chemin vers son « meilleur des mondes » étaient eux aussi désemparés et suivaient trop souvent à son goût les sirènes bleues des paradis de paillettes. Que de compromis, que d'espoirs déçus, que de temps perdu, que de petites et grandes défaites,

que de victoires à la Pyrrhus! Depuis qu'il votait, il n'avait vu que cela, des défaites, mises bout à bout, pour faire marche arrière.

Il y a longtemps, quand il n'était pas encore né, des hommes et des femmes étaient partis au combat. Ils avaient affronté un monde rude, d'autres hommes déterminés à ne rien lâcher. Ils s'étaient concentrés sur quelques grands défis, les uns après les autres. Ils avaient remporté des victoires. De belles et grandes victoires. Ils n'avaient manifestement pas gagné la bataille. Dans ces combats, on ne terrasse jamais définitivement son ennemi. Il faut toujours rester sur le qui-vive.

Il était un enfant des golden sixties. Il avait été bercé au plein emploi. On l'avait gavé de ressources inépuisables. On lui avait chanté, soir après soir, la berceuse du progrès technologique salvateur. Ses parents lui avaient promis un monde merveilleux, sans heurt, sous la bienveillance de cette Europe naissante.

Il avait dû déchanter. Il savait, il était sûr, il était convaincu, que le plein emploi n'existerait plus. Que la vie des hommes, que leur passage sur cette terre devait être profondément repensé. Que sans cette remise à plat, le monde irait vers une dualisation mortelle qui le ferait disparaître dans un tourbillon de souffrances. Il savait bien, comme bon nombre de ses contemporains, qu'il fallait cesser de maltraiter les gens pour qu'ils travaillent dans un monde qui jour après jour, détruisait des postes de travail qu'il était incapable

de remplacer. Il savait, comme tant d'autres aussi, qu'il n'était plus temps de tergiverser sur l'avenir de la planète. Ce n'était plus au goût du jour de vociférer sur le coût de l'éolien wallon. C'était d'un ringard de marchander la production de dioxyde de carbone. Le réchauffement était en marche, le nier relevait au mieux de la psychiatrie et au pire d'un acte criminel.

Il se demandait souvent pourquoi tant d'Hommes, ceux de la rue, ceux d'en haut comme ceux d'en bas, les acteurs comme les spectateurs, menaient des combats aussi futiles. Une mesurette par ici, une rustine par là, au nom de cette crise qui les désespérait, au nom des intérêts de quelques-uns, au nom de dogmes surannés. Les grands défis, comme des gouffres, s'approfondissaient devant eux chaque jour un peu plus. Les hommes ne pouvaient plus se voiler la face.

Il faisait doux sous la couette en ce dimanche de mai. Cela n'incitait pas au combat. A quoi bon ! Cela faisait si longtemps qu'il perdait. Qu'il se sentait abandonné. Qu'il se sentait trahi. Qu'il se sentait inutile. A quoi bon se lever quand on est incompris!

Et pourtant il s'était levé. Parce qu'il le fallait. Parce que c'était sa vie. L'avenir du monde était encore un petit peu entre ses mains. Son « Meilleur des mondes » gardait tout son sens. Cela valait plus que jamais la peine de sortir de sa torpeur. De quitter la chaleur de sa couette. Il allait demander aux politiques, une fois encore, avec insistance, avec

véhémence, de prendre à bras le corps les défis de ce monde.

L'air léger de ce matin de mai l'avait ragaillardi. Il allait une fois de plus planter son crayon rouge pour que cette case saigne du sang de son âme, du sang de ses espoirs. Du sang du progrès social, d'une plus grande justice pour tous les Hommes, d'une plus grande humanité.



Notre intention

« Attention à ne pas baisser la garde »

Des héritiers du nazisme aux recycleurs des discours fascistes en passant par l'émergence de partis récents plus difficilement caractéristiques, nous pouvons être inquiets des résultats des élections prochaines.

Si le politique a comme responsabilité de donner aux électeurs des perspectives sociales, économiques et culturelles, le secteur associatif doit veiller à ne pas baisser la garde nous dit Jean-Luc Manise s'attaquant dans le dossier articulations à la complexité des extrêmes droites en Europe et identifiant différentes façons de réagir aux extrémismes populistes.

Yannick Nory, en images, montre la présence de l'extrême droite dans des discours « politiquement corrects », le danger de l'enfermement, l'abstention électorale. Une invitation à rester vigilant.

Par ailleurs, l'impact des coupes sauvages dans les budgets sociaux et culturels par les partis traditionnels à chaque niveau de pouvoir ne va guère enrayer cette montée des extrêmes.

Pourquoi voter Culture aux différents niveaux de pouvoir ? Pourquoi la Culture devrait-elle être une priorité politique ? Carmelo Virone revient sur ces enjeux.

Ivan Tadic nous parle de son métier d'informaticien et d'accompagnateur d'organisations. Pour lui, le choix du logiciel libre n'est pas un acte de résistance ou de dissidence mais une alternative éthique et technique.

Enfin, Chantal Dricot ouvre la rubrique *D'ailleurs et d'autre(s) part(s)* sur la question du goût nous invitant à découvrir le monde autrement.

Ne baissons pas la garde.

Claire FREDERIC

Coordination du « Secouez-vous les idées »

Notre partenaire

L'option Illustration de l'Académie royale des Beaux-Arts de Bruxelles (Ecole supérieure des Arts) propose aux étudiants de mener un travail d'investigation autour du rapport texte/image et les moyens que le futur auteur/illustrateur utilise dans sa recherche appartiennent à toutes les disciplines enseignées dans une école d'art. L'enseignement vise à questionner ces moyens et à choisir ceux qui permettront à l'étudiant de traduire ce qu'il désire « raconter » par le moyen d'une image lisible, communicative, prenant en compte le public auquel elle est censée s'adresser.

www.arba-esa.be



Notre invité

Yannick Nory a débarqué dans de nombreux ports avant de jeter l'ancre à Bruxelles pour entamer sa formation à l'atelier d'illustration de l'Académie Royale des Beaux-Arts.

Sa famille métissée, ses voyages sont autant d'inspirations que les forêts d'albums de jeunesse, les villes de bandes dessinées, les rivières de films et les montagnes de musées qu'il continue d'explorer.

Il a participé aux publications indépendantes Loyer, Gorak & Marion, et Zetrei. Il a exposé à Recycl'art à Bruxelles avec le collectif éphémère Treize. Début 2014, il est le lauréat du concours pour l'affiche de la semaine Paul Hurtmans du livre de jeunesse. Actuellement il collabore au fanzine Morvelle et Guacamole. Il développe par ailleurs ses projets d'albums jeunesse et de bandes dessinées que vous pouvez retrouver sur www.cargocollective.com/YNY.

VOTONS CULTURE

Carmelo VIRONE

Association professionnelle des métiers de la création – SMart

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Il est peu probable que les partis mettent en avant la culture ou la défense de la création dans leur campagne électorale pour le triple suffrage de mai prochain. Thème trop peu porteur, trop éloigné des préoccupations quotidiennes. Et si pourtant la question de la culture cristallisait quelques-uns des enjeux politiques majeurs pour l'avenir de notre société ?

Dans un dossier récent, le journal en ligne Mediapart a analysé la manière dont le FN avait œuvré à « affaiblir les milieux culturels et alternatifs » dans les municipalités françaises où il avait gagné les élections à la fin des années 1990¹. Cette volonté politique se déclinait sous différentes formes : tradition folklorique favorisée au détriment de la création contemporaine (considérée comme *élitiste* et *cos-mopolite*) ; subventions coupées aux associations ; attaques contre les festivals ; contrôle des rayons dans les bibliothèques (où, par exemple, les abonnements à *Libération* et à *L'Événement du jeudi* étaient supprimés au profit de titres d'extrême droite)... Les racines, la tradition, l'identité étaient les étendards brandis contre toute forme d'expression culturelle un tant soit peu critique ou novatrice.

On retrouve une ligne politique d'inspiration comparable dans tous les partis d'extrême droite. Et les formations de la droite populiste ne sont pas en reste. En Belgique, le programme élaboré en 2010 par le Parti Populaire en matière de culture était particulièrement édifiant, puisqu'il se réduisait à deux points : réduction des subsides aux asbl financées par les Régions et les Communautés ; suppression des aides d'Etat pour les créations ne touchant qu'un « public limité »...

L'ordre politique auquel aspirent ces partis s'accommode mal d'une création qui mettrait en cause les modèles dominants. Il s'agit donc de l'empêcher de se développer. Ainsi, à Vitrolles, la mairie sous contrôle FN avait coupé les subventions d'un café-musique qui avait le mauvais goût de produire du rap, « une musique de dégénérés développant les mauvais instincts de la jeunesse », comme le disaient Bruno Mégret et son épouse. En Grèce, les militants d'Aube

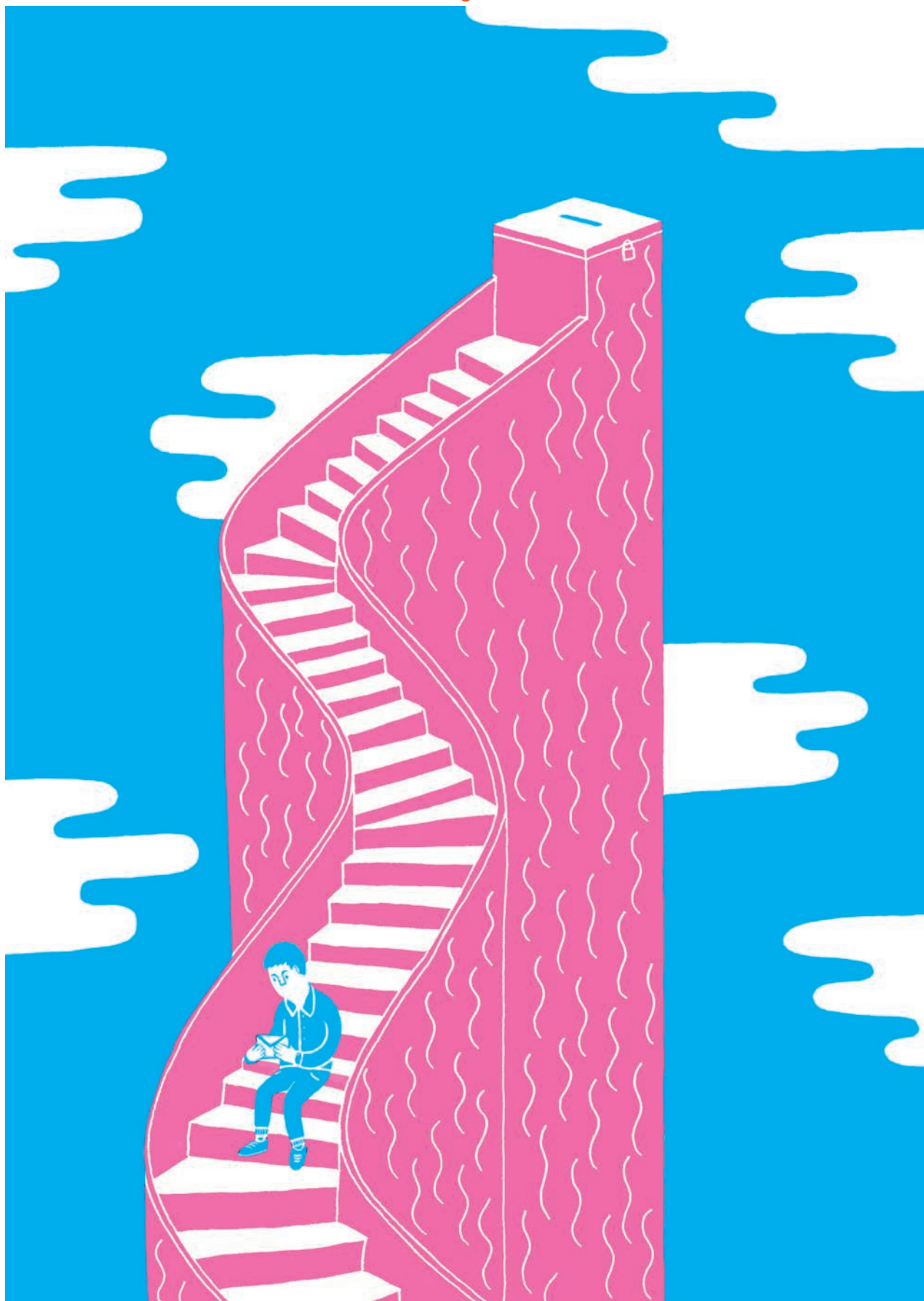
dorée ont également pris pour cible cette forme de culture alternative en assassinant en septembre dernier le rappeur Pavlos Fyssas, qui dénonçait avec virulence les effets dévastateurs de la crise pour une jeunesse privée d'avenir.

LA CULTURE COÛTE TROP CHER

Ces derniers temps, les coups de butoir les plus systématiques contre la culture sont cependant venus d'un autre front : celui de l'économie. Cette économie dominante qui semble ne pouvoir fonctionner qu'à grands renforts d'économies budgétaires.

En Belgique comme ailleurs, le Traité européen de Stabilité et de Convergence a été ratifié quasi sans débats. Il contraint les États et les entités fédérées à adopter une politique d'austérité censée venir à bout de la crise économique. Même s'il n'a pas connu de mesures aussi destructrices que dans d'autres pays européens, le secteur culturel dans son ensemble a été affecté par cette politique et pourrait l'être plus encore dans les prochains mois, tant au nord qu'au sud du pays : tassement des subventions, absence d'indexation, diminution des enveloppes budgétaires disponibles pour l'engagement des artistes et importantes restrictions en matière de chômage ont augmenté les risques de précarisation. Les revenus moyens ont baissé, les inégalités croissent entre les artistes les mieux nantis et les autres, le recours au travail en noir, qui avait baissé durant la dernière décennie, se révèle plus fréquent. Enfin, les coûts structurels (notamment de gestion des infrastructures publiques) ne cessent d'augmenter.

On observe une situation comparable en France : budget de la culture diminué de 2 %



en 2013 comme en 2012², attaque frontale du MEDEF contre le régime des intermittents du spectacle -que l'association patronale voudrait purement et simplement supprimer en raison d'un déficit chronique de la caisse d'assurance-chômage- discours de plus en plus insistants sur la nécessité de valoriser financièrement les investissements culturels en mettant fin à ce qui ne serait pas « rentable »...

Un ancien PDG de TF1 avait fait scandale en dévoilant cyniquement la raison d'être de son entreprise : « Mon métier, c'est de vendre à Coca Cola du temps de cerveau humain disponible ». Avec ses côtés râpeux ou piquants, ses singularités qui se dérobaient aux consensus faciles, ses inventions de langage et ses aventures formelles susceptibles de faire voir le monde sous un jour neuf en ouvrant l'espace des possibles, la création et ceux qui la font vivre apparaissent comme des empêcheurs de penser en rond, des grains de sable, dans les rouages du marché mondial, qui entravent le processus de transformation définitive du citoyen en consommateur. Faut-il croire dès lors que les politiques d'austérité traduisent les objectifs de ceux qui dirigent les usines à décerveler ? La question mérite qu'on y réfléchisse.

LA CULTURE, ÇA RAPPORTE

Mais la culture et la création ont aussi partie liée avec le marché et l'apport de ces secteurs à l'économie est indéniable. Les productions audiovisuelles, par exemple, se situent aux tout premiers rangs des exportations américaines et représentent un énorme enjeu pour le commerce international. En France, le « Panorama économique des industries culturelles et créatives³ » publié fin 2013 montre que, par son chiffre d'affaires (75,6 milliards d'euros), l'industrie culturelle hexago-

nale, qui emploie 1,2 million de personnes, se place désormais devant l'industrie automobile. Les données chiffrées manquent pour la Belgique, mais ceux qui tentent, vaille que vaille, de vivre d'un métier créatif sont à l'évidence de plus en plus nombreux⁴. Il est dès lors normal que les plaidoyers en faveur de la culture s'appuient sur des considérations économiques et, corollairement, que des stratégies de développement misent sur la culture. C'est du reste le cas pour la Wallonie, désignée en 2013, au même titre que la Toscane, comme District créatif européen pour sa « stratégie exemplaire de soutien à l'économie créative, comme moteur de transformation économique ».

Si la culture est source de croissance, il faut que les pouvoirs publics soutiennent les entreprises créatives pour favoriser leur développement et la création d'emplois dans ce secteur. Il faut donc que les opérateurs culturels aient davantage accès aux aides économiques régionales. Ils doivent pouvoir soumettre leur candidature pour les appels à projets ou pour les financements, dont ils sont trop souvent écartés pour l'unique raison qu'ils ne sont ni indépendants ni établis en société commerciale. Il importe également que les artistes puissent obtenir des prêts bancaires pour financer leurs projets ou acheter du matériel professionnel. Des garanties publiques pourraient leur faciliter la tâche.

LA CULTURE A DE BEAUX YEUX

Mais miser sur la création, c'est d'abord donner aux créateurs les moyens de leurs ambitions, à commencer par le temps qui leur est nécessaire pour chercher, tâtonner, se tromper, douter, se remettre en question, œuvrer minutieusement sans souci de rentabilité immédiate, mais dans le « dur désir de durer », comme disait le poète Eluard. Il faut donc dégager des fonds pour que leurs prestations soient payées – qu'elles aient ou non un impact commercial. Les carrières artistiques se développent au gré de projets successifs entrecoupés de périodes de préparation durant lesquelles le travailleur n'est pas rémunéré, sans pour autant rester inactif. Il est tout simplement normal que celui-ci ait de quoi vivre durant ces périodes non rémunérées et qu'il bénéficie

de la meilleure protection sociale possible. D'où la nécessité de règles en matière de chômage adaptées aux conditions spécifiques du secteur – ce qu'on appelle le « statut d'artiste ».

Opter pour la création comme base de développement, c'est aussi faire la part des choses entre ce qui est susceptible de rentabilité financière et ce qui ne l'est pas ; et qui a donc besoin, pour subsister, de subventions suffisantes. C'est le cas notamment du spectacle vivant, comme le rappelait le député socialiste français Pierre-Alain Muet dans son blog sur Médiapart : « Les gains de productivité du travail y sont quasiment inexistantes : la représentation du *Médecin malgré lui* ou l'interprétation de *La Flûte enchantée* nécessitent à peu près la même quantité de travail qu'à l'époque de Molière ou de Mozart, alors même qu'on produit 20 fois plus de biens aujourd'hui en une heure de travail qu'au début de la révolution industrielle et que les salaires ont augmenté dans les mêmes proportions »⁵. Sans subvention, la place de théâtre coûterait beaucoup trop cher pour la plupart des gens. En investissant dans la culture, la puissance publique fait donc coup double : elle favorise la production culturelle et démocratise l'accès à la culture.

« Mais qu'est-ce qu'elle a de plus que moi, cette Culture ? », écrivait Mègère-la-Finance en claquant la porte de son congélateur ? Répondra-t-on qu'elle nous donne du plaisir, de la joie, qu'elle confère du sens à nos sensations et nos sentiments ? Dira-t-on qu'elle nous rend plus libres et plus forts ? Dira-t-on qu'elle nous aide à prendre la juste mesure de notre humaine condition, en tissant des liens entre ceux qui nous ont précédés et ceux qui viendront après nous ? Dira-t-on qu'elle a de beaux yeux ?



1. <http://www.mediapart.fr/journal/france/210114/le-fn-en-ses-mairies-la-demolition-de-la-culture>
2. Clarisse Fabre, « La Culture vaut bien 435 kilomètres d'autoroute », *Le Monde*, 16 nov. 2013, p. 11.
3. <http://www.ey.com/FR/fr/Industries/Media---Entertainment/Panorama-des-industries-culturelles-et-creatives>
4. A titre indicatif, en 2012, les 168 468 contrats d'intermittents prestés via SMart représentaient à eux seuls 504 388 jours de prestation et 2.293 équivalents temps plein. Source : Bureau d'études de SMart.
5. <http://blogs.mediapart.fr/blog/pierre-alain-muet/280214/prolonger-la-baisse-du-budget-de-la-culture-serait-un-non-sens-economique>

JE VOTE CULTURE

Pour défendre la création et ceux qui la font vivre, SMart interpelle les candidats et les partis par le biais d'un mémorandum et d'une série de débats.

La campagne **Je vote culture**, lancée par l'Association professionnelle des métiers de la création-SMart, vise à inscrire la culture et la création parmi les enjeux cruciaux des élections du 25 mai prochain.

L'Association publie à cette fin un **mémorandum** qui expose ses revendications au niveau régional, fédéral et européen.

Elle plaide pour une amélioration du statut social de l'artiste, une plus juste rémunération des prestations, une politique de l'emploi adaptée aux métiers de la création. Elle propose des mesures concrètes pour refinancer la culture, pour que les Régions prennent mieux en compte les spécificités des métiers de la création dans leur politique économique, pour favoriser la mobilité des acteurs de la création à travers l'Europe.

Le second volet de la campagne « Je vote culture » repose sur l'organisation d'une **série de débats** à Bruxelles et en Wallonie, débats qui réuniront, à partir d'avril prochain, des candidats aux élections régionales et fédérales issus des principaux partis. Bruxelles accueillera en outre une rencontre autour des élections européennes qui confrontera responsables politiques européens et artistes de renommée internationale.

Plus d'infos : <http://blog.smartbe.be/>





11 ARTICULATIONS

Articulations est un dossier composé d'interviews, d'analyses contribuant aux débats traversant l'actualité politique, sociale, culturelle et économique.

Des points de vue contradictoires d'acteurs ou d'observateurs impliqués de près qui permettent à chacun de se forger ses propres convictions et de se mêler de ces questions qui nous concernent tous.

DROITES EXTRÊMES NE PAS BAISSER LA GARDE

Fondamentalement, le programme de l'extrême droite n'a pas changé. Anti-syndicaliste, anti-mutuelliste, anti-associatif, il repose sur trois axes idéologiques : l'autoritarisme, le populisme et le « nativisme ». Pourtant constate Jean Faniel, Directeur Général du CRISP, les initiatives « d'attaque frontale » visant à « décortiquer » son programme s'essouffent. Cette stratégie a certes fait ses preuves par le passé. Et si le politique a comme responsabilité de donner aux électeurs des perspectives sociales, économiques et culturelles, le secteur associatif doit veiller à ne pas baisser la garde. Pour Jean-Yves Camus, chercheur à l'IRIS et à l'Observatoire des radicalités politiques à la Fondation Jean-Jaurès, l'autre rôle des associations dans la lutte des extrêmes est de recréer du lien social, grâce au développement de pratiques innovantes de la démocratie participative, au plan local.

Dossier réalisé par Jean-Luc MANISE

Toutes nos analyses sont disponibles
sur le site **www.cesep.be**

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

ELECTIONS EUROPÉENNES : UNE MAJORITÉ EN FAVEUR DE LA SORTIE DE L'UE ?

Jean-Luc MANISE

La votation suisse en faveur d'une limitation de l'immigration conforte les thèses des eurosceptiques qui font de la lutte contre l'immigration et du retour à la primauté nationale les deux principaux thèmes de campagne des prochaines élections européennes. Pour Jean-Yves Camus, spécialiste des nationalismes et extrémismes en Europe, l'enjeu est clair : le prochain Parlement européen sera-t-il dominé par des formations qui souhaitent la sortie de l'UE ?

« Je ne leur prédis pas une majorité mais sans doute auront-ils un poids jamais atteint dans la nouvelle assemblée. » **Jean-Yves Camus** est politologue, chercheur à l'IRIS et à l'Observatoire des radicalités politiques à la Fondation Jean-Jaurès. « Il existe incontestablement une montée du mécontentement envers la manière dont l'Union européenne fonctionne. Le reproche qui lui est fait est double. D'une part les eurosceptiques, d'extrême-droite ou non, se plaignent de ce que les Etats ont perdu leur souveraineté, y compris en matière économique et financière. D'autre part, nombre d'européens de toutes convictions reprochent à l'UE de n'être qu'un espace de déploiement du libéralisme, dans une période de mondialisation dérégulée qui entraîne le dumping social, les délocalisations, le chômage et les licenciements pour convenance boursière. Il faut ajouter, en Europe de l'est, que l'entrée dans l'UE a eu un coût

social à la fois brutal et violent, dans des pays où l'habitude était que l'Etat régule tout. Ceci étant, et on vient de le voir avec la Suisse, des pays non intégrés à l'UE peuvent parfaitement connaître des mouvements nationaux-populistes très forts, tout comme en Norvège. Et un pays comme le Portugal, pourtant très touché par la crise, n'en connaît pas. Tout est affaire de contexte national, de traditions idéologiques et politiques ».

CASSER LA MACHINE À FABRIQUER DE L'AUSTÉRITÉ

Jean-Yves Camus : « Beaucoup d'acteurs politiques européens misent sur le fait que le prochain président de la Commission devrait être plus ou moins directement élu par le Parlement. Ils estiment que cela renforcera la légitimité démocratique de la Commission, qui est actuellement nulle. Ils y voient une incitation à la participation électorale et un frein à la montée des extrêmes. Je suis très dubitatif. En effet, outre que les électeurs se prononceront essentiellement sur des enjeux nationaux, la question n'est pas de savoir qui dirigera la Commission mais pour faire quoi. Or tant que l'objectif prioritaire demeure d'imposer aux Etats un plafond de dépenses, donc une maîtrise du déficit budgétaire, qui interdit toute politique de relance, l'image de l'Europe restera celle

d'une machine à fabriquer de l'austérité. Il ne suffit pas de dire qu'on a pour priorité de "fabriquer de la croissance et de l'emploi". Le vrai débat, comme actuellement en France autour du pacte de stabilité, c'est de déterminer si l'orientation idéologique de la politique européenne, qui consiste à miser notamment sur des incitations données aux entreprises pour créer de l'emploi, fait effectivement baisser le chômage ».

QUITTER L'UNION

SVI : A ce niveau, y-a-t-il un consensus entre les différentes droites extrêmes Européennes ?

Jean-Yves Camus : « Le socle commun existe. C'est la volonté de résoudre les problèmes économiques, politiques et sociaux dans un cadre purement national, donc en quittant l'UE ou en la transformant en Europe des Nations. Découle de cela une volonté de revenir à un certain protectionnisme et maîtriser les flux migratoires, y compris intra-européens, en remettant en cause le principe de libre circulation et de l'espace Schengen. En limitant l'immigration, voire en l'interdisant, les mouvements nationaux-populistes pensent se débarrasser de ceux à qui ils attribuent la responsabilité du chômage et du déficit des comptes sociaux. Vient s'ajouter à la dimension économique du programme anti-immigration, le rejet du multiculturalisme et en particulier, de la présence de l'islam en Europe. Enfin existe un sentiment que les élites trahissent le peuple, que la démocratie représentative n'est plus adaptée et doit être remplacée par la démocratie directe, d'où l'engouement pour le système suisse des votations. Ensuite comme je l'ai dit, ce sont les traditions politiques nationales qui font la différence. Admettons d'une manière générale qu'en Europe de l'est, la continuité entre l'extrême-droite contemporaine et celle d'avant 1939 est bien plus forte qu'en Europe occidentale ».

ENTENDRE LES PEURS

SVI : Droite extrême, droite dure, populisme : quelles différences, quels points communs ? Faut-il tout rejeter en bloc ?

Jean-Yves Camus : « Le populisme, c'est le sentiment que les élites, les « gros » accaparent le pouvoir à leur profit et au détriment du peuple. Idée que l'on retrouve aussi bien à gauche qu'à droite, et aux deux extrêmes. Le national-populisme introduit une dimension ethnique, discriminante : le « eigen volk eerst » du Vlaams Belang montre bien cette dimension. On peut par exemple reprocher son populisme au PTB, mais la dimension ethnique en est absente. La distinction entre droite dure et extrême est question d'attitude par rapport au consensus démocratique : la première demeure à l'intérieur, la seconde le remet en question. Le PP, la NVA, la liste Dedeker, sont peut-être des droites dures mais elles restent démocratiques. Le Belang est un peu au milieu du gué ».

SVI : Faut-il rejeter tout en bloc ?

Jean-Yves Camus : « Il n'y a pas de compromis possible avec le racisme, l'antisémitisme, la démocratie pluraliste. Mais diaboliser les électeurs de ces formations ne sert à rien, sinon à renforcer leur sentiment d'être des exclus. Les peurs qu'ils expriment, la réalité de leur situation doivent être entendus ».

FLIRT AVEC LE FN FRANÇAIS

SVI : Le FN français a des contacts réguliers avec d'autres mouvements d'extrême droite européenne. Lors des prochaines élections, Marine Le Pen soutiendra officiellement le Vlaams Belang francophone à Bruxelles : y-a-t-il beaucoup d'exemples de cette mise en réseau ? La coordination des extrêmes droites européennes est-elle à l'ordre du jour ?

Jean-Yves Camus : « Elle l'a toujours été, en particulier parce que la constitution d'un groupe au Parlement européen offre des avantages matériels et une visibilité. Toutefois les groupes en question ont assez rapidement explosé, du fait d'agendas politiques divergents, voire de contentieux nationaux persistants. Pour l'instant, Marine Le Pen cherche à se rapprocher des formations les plus mainstream, tel que le parti hollandais de Geert Wilders et à s'éloigner des plus radicales, comme le Jobbik hongrois. Avec le VB, elle siège au sein de l'Alliance européenne pour la liberté (AEL), plus modérée que l'Alliance européenne des mouvements nationaux (AEMN) impulsée par son père et Bruno Gollnisch. Elle n'a guère d'autre possibilité que de soutenir le VB, y compris à Bruxelles, puisque l'encéphalogramme de la droite radicale en Belgique francophone est totalement plat ».

RECRÉER DU CLIVAGE IDÉOLOGIQUE GAUCHE-DROITE

SVI : Y-a-t-il des stratégies particulières développées par les gauches pour contrer la montée de l'extrémisme ? Y en a-t-il qui fonctionnent ?

Jean-Yves Camus : « On connaît d'abord les stratégies qui ne marchent pas : la démonisation ; la comparaison outrancière avec

les années 30 et aussi la croyance erronée dans la nature transitoire du phénomène national-populiste, alors qu'il est

une force politique importante depuis plus de 30 ans. En ce qui concerne les stratégies qui fonctionnent, aucune n'est une recette miracle mais la meilleure reste encore de

rompre avec la pratique d'une gauche purement gestionnaire et de revenir à l'élaboration d'une vision du monde, d'un projet de transformation sociale, réaliste certes, mais qui aille dans le sens d'une reconquête par la gauche du leadership dans le débat d'idées. De même, la « course-poursuite » avec les idées des nationaux-populistes n'a jamais permis aux droites libérale ou conservatrice de regagner du terrain électoralement. Au contraire, l'électeur, selon la formule de Le Pen, « préfère toujours l'original à la copie ». C'est en réintroduisant du clivage idéologique entre la droite et la gauche, qu'on peut espérer contrer les extrêmes.

CRÉER DU LIEN SOCIAL

SVI : Quel rôle peut jouer le monde associatif ?

Jean-Yves Camus : « La réponse aux partis extrémistes incombe aux politiques. Le rôle des associations est de recréer du lien social.. pour ma part je crois beaucoup au rôle des associations dans le développement de pratiques innovantes de la démocratie participative, au plan local ».

C'est en réintroduisant du clivage idéologique entre la droite et la gauche, qu'on peut espérer contrer les extrêmes. (...) La réponse aux partis extrémistes incombe aux politiques. Le rôle des associations est de recréer du lien social.. pour ma part je crois beaucoup au rôle des associations dans le développement de pratiques innovantes de la démocratie participative, au plan local



LE VIRAGE SOCIAL DE LA DROITE RADICALE EN EUROPE

Jean-Luc MANISE

Dans les extrêmes, c'est la droite radicale qui a le vent en poupe. Elle parle à l'homme de la rue avec ses sentiments à lui. Elle parle à sa femme et à ses enfants. Aux homos et aux juifs aussi, s'il le faut vraiment. Finalement et à part aux islamiques, elle parle à tout le monde car elle veut le pouvoir. Pour l'avoir et c'est de bonne guerre, elle incendie les pouvoirs politiques en place tout en épousant leur grammaire organisationnelle. Paradoxalement, l'extrême-droite veut faire partie des élites qu'elle rejette pour diriger la nation et le peuple « à sa façon ».

Les essais de typologie des extrêmes-droites européennes sont nombreux. Celle d'Elisabeth Carter se base sur cinq catégories : néo-nazi, néo-fasciste, xénophobe autoritaire, xénophobe néo-libéral et populiste néo-libéral. Cas Mudde identifie lui les courants « à succès » de l'extrême-droite et jette un éclairage sur les trois piliers idéologiques d'une « droite radicale et populiste » qui progresse de façon sensible dans l'Union européenne : le populisme, l'autoritarisme et le « nativisme ». Son analyse est reprise dans de nombreux travaux, dont le master de Laude Ariane « Droite populiste et radicale : un état des lieux sur un phénomène singulier en Union Européenne ».

LA TYPOLOGIE MUDDE

Nativisme, c'est à dire né de la nation. Le nativisme peut se définir comme une combinaison de la xénophobie et du nationalisme. Il repose sur la conviction que la nation ne devrait être habitée que par les membres d'un groupe de natifs, les autres étant perçus comme des menaces. Dans la même ligne, Kristina Boréus évoque la croyance en la supériorité nationale et une détermination qui exclut les non natifs, les non ressortissants vivant dans un pays qu'ils empêchent par leur présence de renouer avec un âge d'or mythifié. Ceux-ci, leurs idées et leurs pratiques culturelles sont considérés comme un danger pour l'homogénéité de l'Etat Nation. Qui sont les ennemis de ces natifs ? Les étrangers, qu'ils soient issus de l'immigration ou d'une minorité ethnique. Avec des cibles de prédilection : les juifs, les roms et l'Islam.

LE VIRAGE SOCIAL DE L'EXTRÊME-DROITE

L'hostilité à l'Islam est devenue ces dernières années une composante essentielle du discours de l'extrême-droite. **Robin Wilson et Paul Hainsworth** : « *Les partis d'extrême-droite qui ont remporté les scores les plus importants en Europe occidentale en sont arrivés à externaliser leur xénophobie intrinsèque : ce n'est pas « nous » qui sommes racistes, ce sont*



« eux » les musulmans, qui sont la source de l'intolérance ». En 2010, le BNP proposait de mettre en place un « contre-jihad » afin de confronter la colonisation islamique de la Grande Bretagne. La préférence nationale est associée au chauvinisme social refusant la protection sociale aux parasites étrangers. C'est Bertz qui qualifie ce tournant de « virage social » de l'extrême-droite. *« Cette volte-face permet par exemple d'expliquer selon Watcher la capacité du Fpö de s'attirer le soutien de la classe moyenne. Etant presque au coude à coude avec le Parti Socialiste dans les sondages, le Fpö reçoit un soutien qui n'est aucunement confiné aux « perdants de la mondialisation ».*

LE PEUPLE, C'EST NOUS

L'autoritarisme est le second pilier de l'idéologie d'extrême-droite. Si les partis d'extrême droite veillent à ne pas franchir la ligne rouge des principes démocratiques, l'ordre est pour eux la base de la liberté. **Laude Ariane** : *« Ils ont ainsi une conception d'un Etat dur et répressif, condamnant toute déviance, qui privilégie « l'intérêt collectif aux dépens de l'agir individuel. Le troisième pan de l'idéologie d'extrême-droite est le populisme. Il y a le peuple d'un côté, l'élite dirigeante de l'autre. Et le parti est l'incarnation du peuple contre les élites, traîtres de la nation. Leur mission est de rétablir la démocratie directe, en s'appuyant, résume Cas Mudde, sur le plébiscite, la personnalisation du pouvoir et la primauté du politique. Le plébiscite, c'est la multiplication des appels au référendum pour rendre la parole au peuple. On doit pouvoir consulter le peuple sur tous les sujets. En écho à cette thèse, l'extrême-droite a joué un rôle important dans l'instauration du référendum d'initiative populaire en Suisse ».*

UN POUVOIR FORT

Sur le terrain, l'extrême-droite est en faveur d'un pouvoir fort. **Laude Ariane** : *« La vision du pouvoir est moniste, il doit être unitaire. Le pluralisme et les institutions intermédiaires séparant le*

gouvernemental du peuple sont vus avec une grande suspicion. Et, dans la foulée, la femme ou l'homme politique est élu en tant qu'élus absolu de la voix du peuple à la primauté sur tout. Ainsi, même la loi ne peut soumettre la volonté populaire. « Si la loi va à l'encontre du peuple et des notions généralement acceptées de justice, alors ce n'est pas la loi. La seule chose à faire est de la briser pour le bien de la majorité », s'exprime ainsi le leader du parti polonais Samoobrona cité par Ariane. L'extrême-droite s'est installée avec délectation dans les pantoufles de l'anti-système en seul représentant politique crédible du bon sens populaire auquel les élites sont, par définition, inaudibles. D'où le rejet officiel du néofascisme et du néonazisme pour des organisations qui s'adressent avec un ton de confiance et de connivence à l'homme de la rue.

APPRENDRE LE MÉTIER

Le fait que les partis politiques traditionnels ne parviennent plus à satisfaire leurs électeurs a ouvert des espaces à des mouvements sociaux nouveaux. Les représentants de leurs partis se sont emparés des électeurs des partis traditionnels, et l'extrême-droite en a fait de même. **Paul Hainsworth et Robin Wilson** : *« Dans un tel contexte, les partis qui ont émergé étaient différents des vieux partis néofascistes et en mesure d'en assurer un soutien. Il y a aussi et peut-être surtout le talent à se transformer en organisation politique structurée, comme le montre par l'inverse l'extrême-droite francophone belge. Comme toute organisation, il importe de choisir un chef charismatique, d'organiser le recrutement, la formation et la socialisation des candidats. En un mot, les partis d'extrême-droite ne sont pas de simples spectateurs passifs qui captent les opportunités politiques qui se présentent sur leur chemin. Ceux qui ont réussi sont ceux qui ont été capables de s'organiser et de saisir les opportunités et d'exploiter les niches existant dans le système politique et de parti de leur propre pays. Ils doivent « proposer un attrait approprié qui tire parti du moment et exploite la faiblesse stratégique des partis existants ».*

RECRÉER LES CLIVAGES DROITE-GAUCHE

Et le fait est, qu'ils prospèrent depuis que les partis traditionnels sont arrivés à une convergence en terme de politiques et de pratique. **Robin Wilson et Paul Hainsworth** : « A cet égard, Kitschelt attire l'attention sur les expériences de l'Autriche, des Pays-Bas, de la Suisse et de la Belgique. La convergence permet aux partis d'extrême droite (et à d'autres) de dépeindre les gouvernements de gauche et de droite traditionnels comme étant fondamentalement « les mêmes » et ils insistent par conséquent sur la nécessité de les confronter à des perspectives alternatives plutôt qu'à une alternance sur des questions telles que l'immigration et l'intégration européenne, à la criminalité. L'avènement de la social démocratie, la voie « médiane » entre la gauche et la droite, adoubant la mondialisation néo-libérale a ouvert un boulevard pour des partis d'extrême-droite qui peuvent se présenter comme les seules forces anti-establishment. « L'abandon de l'idée selon laquelle la gauche affronte le capitalisme et qu'elle est distincte de la droite en raison de sa poursuite de l'égalité a rendu le champ libre à l'extrême-droite. Cet héritage continue à faire des émules, étant donné que sur l'ensemble du continent européen, les socio-démocrates sont incapables d'exprimer clairement une critique forte de la crise du capitalisme depuis 2008. Pourtant, à y regarder, l'extrême-droite n'a pas d'alternative à proposer. Dewinter garde la plupart du temps le silence sur les questions économiques à l'exception de remarques populistes sur les grecs où l'habituelle stigmatisation l'emporte ».

PIÉGÉE PAR SON PROPRE DISCOURS

Et lorsque l'extrême-droite arrive au pouvoir, elle franchit le rubicon et se piège à son propre discours : « Tous les partis entrés au gouvernement avec un fort score électoral ont vu celui-ci chuter de manière impressionnante lors du scrutin suivant. Ainsi, le FPO est entré pour la première fois dans une coalition gouvernementale en 2000, suite à un score de 26,9 % et a vu celui-ci passer à 10 % en 2002. Alors que le parti s'était fait élire sur la base d'une promesse d'un changement économique radical qui favoriserait les petits entrepreneurs tout en protégeant les « faibles et les défavorisés », le ministre des finances issu du FPO a dû mener une série de mesures fiscales très dures, ainsi que de très grandes réformes néo-libérales, dont les retombées ont gravement touché la base électorale du FPO, à savoir les « faibles et les défavorisés » auxquels il promettait sa protection. Le SNS quant à lui a obtenu un score de 5,1 % en 2010 alors qu'il avait réussi à entrer dans la coalition gouvernementale de 2006 avec 11,7 % de suffrages exprimés. Nous pouvons prendre l'exemple de la chute électorale du parti polonais LPR qui est entré dans la coalition gouvernementale avec 7,97 % et a obtenu 1,28 % au scrutin suivant ».

6 MOYENS DE LUTTER

Globalement Goodwin identifie six façons possibles de réagir aux extrémismes populistes : les exclure, désamorcer leur message, adopter dans une certaine mesure leur rhétorique et leur politique, les confronter avec des principes, se tourner davantage vers les gens de la base et faire appel à un travail de proximité, encourager le dialogue parmi les différents groupes à un niveau interculturel. Sa conclusion ? Les réactions les plus efficaces seront celles qui privilégieront le niveau local, où le travail auprès des électeurs et le dialogue entre les différentes communautés constituent une perspective réaliste et peuvent se forger autour d'expériences vécues et de circonstances partagées.

Source & Infos

Laude Ariane, Droite populiste et radicale : un état des lieux sur un phénomène singulier en Union Européenne. Université Lumière Lyon 2
Institut d'études politiques de Lyon – 06/09/2011

Carter Elisabeth (2005). L'extrême-droite en Europe Occidentale : réussite ou échec ? Manchester University Press

Cas Mudde The Ideology of the extreme right Manchester University Press

Paul Hainsworth et Robin Wilson. Les partis d'extrême-droite et leur discours en Europe : un défi de notre temps. Robin Wilson et Paul Hainsworth. Réseau européen de lutte contre le racisme. Mars 2012

Goodwin Mathew 2011 La réponse appropriée comprendre et contrecarrer l'extrémisme populiste en Europe. London : a Chatham House Report

QUAND LE FN MET L'EXTRÊME-DROITE FRANCOPHONE À LA PORTE

Jean-Luc MANISE

Le Vlaams Belang est le seul partenaire officiel du Front National français qui assène un monumental camouflet à une extrême-droite francophone plus divisée que jamais.

Aux élections législatives de 2003, le VB s'était déjà présenté dans le Hainaut avec une liste électorale de 19 candidats. Il avait obtenu 0,7 %, pour 7 % pour le Front national wallon. Aujourd'hui, celui-ci a imploré et le VB peut espérer capter une partie de l'électorat protestataire et affaiblir les micro-partis d'extrême « locaux ». C'est le sens de la liste « Balayons les ordures politiques » qui devrait être déposée sur les terres de di Rupo. Et C'est le même scénario qui devrait se jouer à Bruxelles avec le soutien officiel d'une locomotive : Marine Le Pen. La présidente du Front National français se dit en phase avec le programme séparatiste du VB. Pour elle, la Belgique est la preuve de l'échec du multiculturalisme. La Flandre doit devenir un état indépendant et la Wallonie a vocation à se rattacher à la France. En avril, Marine Le Pen devrait participer à un meeting du VB dans la capitale et tourner encore un peu plus le dos à l'extrême-droite francophone, considérée comme ringarde, divisée et non professionnelle.

FÉDÉRER LES COURANTS

Manu Abramovitch, rédacteur en chef du magazine *Resistance* : « *Le FN wallon a échoué dans sa tentative de fédération des différents courants d'extrême-droite. A l'inverse de la Flandre, de la France, de l'Allemagne et des pays scandinaves, le paysage de l'extrême-droite francophone est atomisé depuis l'auto-dissolution du FN réalisée à la demande expresse de Marine Le Pen.* ». *Le Front National wallon a été*

L'extrême-droite francophone repose sur deux piliers. Il y a ceux que l'on pourrait appeler les belgicains, qui revendiquent une Belgique unitaire. (...) Le régionalisme wallon constitue le deuxième pilier. Ni rattachistes ni confédéralistes, ses membres mettent en avant la Wallonie.

créé par Daniel Féret en 85. Il a réussi une première percée électorale en 88 avec l'élection d'un premier conseiller communal, confirmée en 89 avec l'élection de deux députés régionaux. A ce moment, Féret travaillera à rassembler l'ensemble des courants de l'extrême-droite, des néo-fascistes et des néo-rexistes au Parti Libéral Chrétien en passant par Nouvelle .

droite. Le parti attirera aussi des transfuges du PSC et du PRL comme Roger Nols, Charles Pire et encore Charles Petitjean ». Mais des conflits internes vont laminer le FN.

CONFLITS INTERNES

Pascal Dewit, professeur de sciences politiques à l'ULB : « En dépit d'élections porteuses – européennes de juin 1994, communales d'octobre 1995 et nationales et régionales de mai 1995, l'évolution du FN est émaillée de conflits internes dont l'ampleur s'est accrue depuis les succès électoraux du parti. Ces conflits se soldent fréquemment par des exclusions ou des départs. Après les élections communales de 1994, Patrick Sessler, un ancien du PFN et un temps l'idéologue du FN, constitue avec d'autres élus bruxellois l'Alliance radicale. En Wallonie, Joseph Franz a constitué un temps le parti Droite nationale. Enfin, Marguerite Bastien, une des deux élus à la Chambre en 1995, a été expulsée du FN. Elle décide de créer un nouveau « Front national ». Une décision de la conférence des présidents de groupe de la Chambre l'a privée de l'utilisation de cette appellation. Bastien a de la sorte renommé son parti : Front nouveau de Belgique ».

CONVENTION DE BON TON AVEC LE FN FRANÇAIS

Pascal Dewit : « Et puis il y aura la tentative de putsch de 2007 avec l'essai de renversement de son président fondateur Daniel Feret par Michel Delacroix qui va finir par se retirer et créer un Front National rénové. Longtemps divisé en deux entités revendiquant le même nom, le Front National belge s'était « réuni » au printemps 2010 en vue des élections législatives anticipées du 13 juin où il n'avait pu, avec ses 33.500 voix, décrocher aucun strapontin, un résultat bien en deçà de son résultat de 2007. Un an plus tard, le torchon brûlera entre Charles Pire et Patrick Cocriamont, le premier prenant la présidence au second. On va alors se trouver devant deux formations concurrentes se réclamant toutes deux de la paternité du FN français. En fait, c'est bien Charles Pire, alors à la tête du FN « réuni » qui a signé le 28 février 2011 une convention avec Marine Le Pen et le FN français. Dans cette convention, il était stipulé que ces derniers confiaient « à Charles Pire, Président f.f. du Front National (Belgique), l'usage des noms, sigle (FN) et flamme (noire - jaune - rouge) du Front National à charge pour lui de développer le parti en Belgique francophone ». Une seconde convention fut signée, le 4 avril de la même année, pour une durée d'un an. Elle confirmait la cession d'usage du sigle FN, du nom « Front national » et de la flamme noir, jaune, rouge, à Charles Pire, en sa qualité de président du FN belge reconnu comme tel par les Français. La présidente frontiste le considérant comme une personne respectable sans liens extrémistes, racistes et anti-

sémites. La même convention mentionnait également que Marine Le Pen se réservait le droit de mettre fin à tout moment et sans préavis ni motif à invoquer, à ladite cession d'usage ».

UN PROBLÈME DE NATION

C'est ce qui sera fait le 19 janvier 2012. A ce moment, plus aucun parti ne pourra utiliser le nom « Front national », ses initiales et son emblème, la flamme tricolore. **Manu Abramovitch** : « Nous avons enquêté sur le sujet. L'explication, c'est que deux membres de Nation siègent au bureau politique du FN dirigé par Charles Pire. Un projet de Cartel électoral FN Nation est prévu dans la perspective des élections communales de 2012 et dans la foulée des échéances de 2014. Or Nation a des liens avec des mouvements dissidents qui se sont constitués à la suite de l'arrivée au pouvoir de Marine Le Pen ». Suite à l'injonction juridique de Marine Le Pen, Charles Pire va fonder la Nouvelle Wallonie Alternative tandis que l'organisation dirigée par Patrick Cocriamont sera rebaptisée Démocratie Nationale. Le FN canal historique prendra le label de Fédération des Nationalistes Wallons. Ladite fédération a annoncé la mise en place du cartel électoral « Front Wallon » pour les prochaines élections.

LES PILIERS BELGICAINS ET RÉGIONALISTES

Manu Abramovitch : « L'extrême-droite francophone repose sur deux piliers. Il y a ceux que l'on pourrait appeler les belgicains, qui revendiquent une Belgique unitaire. Ce sont des micro-partis qui tournent autour des restes du FN. On peut y inclure Démocratie Nationale et Nation, le parti Plus, le parti des pensionnés de la région liégeoise ou encore Nouvelle Wallonie

Alternative qui se présente comme l'alternative de défense face au rouleau compresseur de la NVA. On va les retrouver pour les élections européennes sous le nom de FN Européen. C'est un réseau qui existe en dehors du FN français et que Marine Le Pen aura peut-être plus de mal à faire condamner. Le régionalisme wallon constitue le deuxième pilier. Ni rattachistes ni confédéralistes, ses membres mettent en avant la Wallonie. Ici on va retrouver « Wallonie d'abord » et le nouveau « Front Wallon ». Dans un sondage publié en novembre de l'année passée, Wallonie d'abord était crédité de 3,1 % pour l'ensemble de la Wallonie. Un chiffre à comparer aux 2 % des précédentes élections. Cette croissance se fait sans militantisme. Wallonie d'Abord, c'est un tout groupe d'une dizaine de personnes âgées qui ne sont pas du tout actives entre les élections ».

REPLI IDENTITAIRE WALLON

« La question qui se pose est celle-ci : est-ce que ce sont les idées de l'extrême-droite qui montent ou est-ce un succès de label ? Dans les années 60 et 70, l'appellation « Wallon » n'était pas porteuse. Ici, c'est un nouveau phénomène. Face à la N-VA, il semblerait qu'un repli identitaire se forme. Le Front Wallon n'aura pas de difficulté à réunir les signatures nécessaires à la constitution de listes électorales. D'après nos informations, 9 personnes contactées sur 10 sont d'accord de signer pour le dépôt d'une liste FW. Pour un parti comme Nation par exemple, le rapport est de 1 sur 10. Et le Front Wallon compte dans ses rangs des professionnels de la politique, dont Charles PetitJean, l'ancien bourgmestre de Pont-à-Celles, un ancien PRL. Il faudra donc suivre attentivement les

résultats de ce cartel électoral qui prend apparemment langue avec différents micro-partis de droite nationale, d'extrême-droite et populistes ou dans tous les cas avec des « cadres » de ceux-ci à titre individuel. Sont notamment cités : la branche liégeoise du Nouvel Elan Wallon (NEW), le Parti des Pensionnés (PP), l'Entente Démocratique Belge (EDB) active dans la commune liégeoise de Saint-Nicolas, la Nouvelle Wallonie Alternative (NWA), les animateurs namurois du blog « Citoyenneté et Résistance » (déjà liés à la FNW) et également des membres du Front National belge (« canal historique »).



VLAAMS B : LA CHUTE ET LE SILLON

Jean-Luc MANISE

En quelques années, l'ex Vlaams Blok est passé de 24 % à moins de 10 %. Ostracisé par le cordon sanitaire mis en place par les partis politiques flamands et francophones, il a creusé un sillon dans lequel la N-VA a pu s'inscrire pour surfer sur la droitisation de la Flandre et représenter une alternative crédible. Mais il faudra encore compter lors des prochaines élections sur l'extrême-droite flamande.

En Flandre, l'extrême-droite n'a pas connu la même évolution qu'en Wallonie. En 20 ans, elle a connu une évolution et une progression dont peu de partis peuvent se réclamer en Belgique. La recette de son succès : un leader et une structure forte, un ancrage entre les thématiques classiques de l'extrême-droite -l'immigration et le sentiment d'insécurité principalement- et les préoccupations régionales flamandes d'une population de plus en plus droitisée. A cela s'ajoute la valeur travail. Les élus VB sont des bosseurs, prennent la parole, déposent des projets de loi et défendent les richesses des flamands qui ont mouillé leur chemise, face aux non-natifs, immigrés et autres wallons, qui vivent au crochet d'une Flandre menacée dans son homogénéité et sa prospérité.

COUP D'ARRÊT EN 2006

Jean Faniel, directeur général du CRISP : « C'est une extrême-droite forte qui a connu son apogée en 2004, avec un coup d'arrêt en 2006 lorsque Philippe De Winter et son équipe n'ont pas réussi à prendre la ville d'Anvers, alors qu'il avait fait de cette conquête son principal objectif. Il s'agit pourtant d'une victoire

objective. Le VB a connu une légère progression en passant de 33 à 33,51 % et globalement a vu son nombre de conseillers communaux dépasser les 700 alors qu'il en comptait 400. Ces résultats ont pourtant été considérés à l'intérieur et l'extérieur du parti comme une défaite « subjective », à cause des 35,28 % réalisés par son concurrent socialiste à Anvers. Les scores de 2006 ont confirmé cette inversion et la tendance s'est accrue en 2007, 2010 et finalement 2012 lors des élections provinciales où le Vlaams Belang est passé en dessous de la barre de 10 % ».

COPIE CONFORME, EN FRANÇAIS ÉGALEMENT DANS LE TEXTE

Et à Bruxelles ?

Jean Faniel : « Le VB est à Bruxelles le décalque exact du VB en Flandre. C'est un parti qui a connu le succès et n'est plus aujourd'hui que l'ombre de lui-même. Avec une spécificité cependant : capter une partie de l'électorat francophone. Pour former un gouvernement, il faut une double majorité dans les groupes linguistiques francophone et flamand du parlement bruxellois. A un moment donné, les partis traditionnels ont craint que le VB ne soit en mesure de bloquer les institutions bruxelloises en obtenant la majorité absolue des sièges du côté néerlandophone. Cette capacité potentielle de paralysie a pu séduire une tranche de l'électorat francophone en rupture avec les partis politiques traditionnels. D'où des initiatives dans les rangs du VB pour attirer des électeurs francophones « anti-système » en utilisant son argumentaire de base : l'immigration et l'insécu-

rité. On se souvient de l'arrivée en 1999 de Johan Demol, ex-commissaire en chef de la police de Schaerbeek qui a été à ce moment le chantre sécuritaire du VB. C'est pour contrer cette possibilité que les accords du Lambermont de 2001, entrés en vigueur en 2004, ont notamment prévu d'augmenter le nombre de sièges dévolus aux néerlandophones. Depuis, la menace s'est estompée avec le reflux du VB et Johan Demol a été exclu du VB en 2010 ».

DES CIBLES IMMIGRÉES CHOISIES

L'électorat du VB est essentiellement populaire, de type ouvrier, petit pensionné, éventuellement chômeur, pêché notamment dans les rangs du Sp.a.

Jean Faniel : « A cela s'est ajouté un électorat de catégorie sociale plus élevée, des indépendants, une population avec un certain niveau de fortune ». Ce sont les nouveaux riches flamands à la villa 4 façades et aux deux voitures dont un 4x4. « De façon symptomatique, le meilleur du VB en 2006 a été réalisé à Schoten, dans la banlieue aisée d'Anvers. Avec ses 34,7 %, il a dépassé d'une tête le cartel CD&V/N-VA. Les deux électors se rejoignent sur les politiques sécuritaires et anti-immigratoires, mais ils ne ciblent pas nécessairement les mêmes immigrés. L'électorat populaire se considère parfois en concurrence directe avec une certaine catégorie d'immigrés, notamment en terme de recherche d'emploi et d'obtention de prestations sociales. Il est séduit par l'idée que s'il y avait moins d'étrangers, il y aurait plus d'emplois pour eux. L'électorat plus huppé aurait plus comme motivation de se préserver des bandes organisées de romanichels qui viendraient piller ses belles propriétés ».

RACISTE ET FRANCOPHILE

Très vite, **Philippe de Winter** va mettre en avant les courants racistes génétiquement présents dans le Blok Flamand. « On se trouve dans le courant flamingant le plus radical avec une forte dimension raciste. On trouve dans le Vlaams Blok des anciens collabos, des gens qui admirent le nazisme et le fascisme. Ce sont des gens qui vont clairement décider de mettre en avant le racisme, exactement au même moment où en France, Jean-Marie Le Pen fait la même chose. Tout en reprenant à pleins poumons les thèses anti-francophones, le VB est largement francophile. Il va reprendre les thèses de la nouvelle droite française. Avec Alain de Benoît et d'autres, il va les traduire en néerlandais pour les populariser. Les liens idéologiques avec l'extrême-droite française sont incontestables et revendiqués. L'interview de Marion Maréchal Le Pen dans l'édition janvier-février 2014 de « Vérités Bruxelloises » s'inscrit dans cette proximité his-

torique. On retrouve par ailleurs dans les thématiques de ce numéro du VB francophone la prose du Front National français : une double page sur les syndicats, qui restent une des bêtes noires du parti, un sujet sur la criminalité de bandes organisées venues de l'Est, mixant insécurité et immigration, un article sur les minarets en Suisse, un autre consacré au terrorisme islamique et un document sur les sans-papier afghans dont une série de mouvements de gauche militent pour leur régularisation. Il y a vraiment une grande cohérence entre les axes idéologiques du FN en France et du VB ».

DÉFENDRE LE PEUPLE FLAMAND

Le VB est fondamentalement un parti nationaliste. « En France, le FN met en avant la nation. En Flandre, c'est le peuple. Il s'agit de lutter contre tout ce qui nuit au peuple flamand, avec les questions éthiques contre l'euthanasie, contre l'avortement, la dépénalisation des drogues douces, le mariage entre personnes du même sexe. Il y a évidemment tout ce qui est flux migratoire qui va venir empiéter sur le peuple flamand tout comme les wallons qui vivent aux crochets de la Flandre. Il y a cette préoccupation d'un peuple qui doit rester homogène, il y a cette idée que la richesse flamande doit être partagée entre les flamands avec une forte connotation méritocratique. S'il faut bien s'occuper un peu des nécessiteux flamands, il s'agit surtout de ne pas priver des fruits de leur labeur les flamands qui ont réussi. Le VB a des ennemis clairement identifiés. Les partis de gauche tout d'abord, la Sp.a, le PS wallon bien-sûr mais aussi Groen et Agalev. C'est aussi une lutte féroce contre les deux grandes organisations du mouvement ouvrier, les syndicats et les mutuelles. Plus largement, il y a une animosité féroce contre la gauche et toutes ses composantes, en ce et y compris le monde associatif ».

LE CORDON SANITAIRE

C'est dans les années 90 que les partis traditionnels ont mis en place ce qu'on a appelé le cordon sanitaire. Celui-ci prévoit qu'on ne forme pas d'alliances gouvernementales ou dans un collège de bourgmestre et d'échevins avec le VB, qu'on n'adopte pas de proposition de loi ou de décret déposée par le VB et, c'est un pas plus loin, qui nécessiterait l'apport de voix du VB pour passer. Voilà du côté flamand. « Du côté francophone, on a repris cette stratégie et on l'a étendue aux contacts. Il ne peut y avoir de relations avec les élus d'extrême-droite, qu'ils soient francophones ou néerlandophones. Du côté flamand, les élus se saluent, se parlent, vont à la buvette et discutent ensemble. Dans les médias flamands, le VB peut intervenir à tout moment, y compris en direct, contrairement à la RTBF et à RTL ».

L'EMPÊCHEUR DE TOURNER EN ROND

Si le cordon sanitaire a tenu, reste que le VB a fortement contribué et s'est nourri de la droitisation de la société flamande. « Deux listes se sont insérées et ont prospéré dans le sillon creusé par le VB. Celle de Dedecker et bien-sûr celle de la N-VA qui a connu un véritable envol. La N-VA tient un discours qui n'est pas raciste mais est assez hostile. Pour le VB, il n'y a pas d'égalité entre l'homme et la femme, entre l'hétéro et l'homosexuel, entre le flamand et les autres. Pour la N-VA, on est plutôt dans un discours d'assimilation. Il y a le peuple flamand, dans lequel il faut obligatoirement s'assimiler. Si vous habitez en Flandre, vous parlez flamand. Le cordon sanitaire a permis de tenir le VB à l'écart grâce à une barrière que la N-VA n'a pas puisqu'elle n'est pas une organisation d'extrême-droite. Elle a pu dès lors être considérée comme une alternative crédible, un vote utile. Elle a d'ailleurs été considérée comme un partenaire possible, voire probable dans la formation du dernier gouvernement fédéral, avant de se retirer ».

QUELS SONT LES ENJEUX DES PROCHAINES ÉLECTIONS ?

Jean Faniel : « A ce stade, si on regarde les résultats relativement constants des sondages et des résultats des dernières élections provinciales et communales 2012, fédérales 2010, européennes et communautaires 2009, on voit que le VB est sur une pente descendante et rien ne dit que cette chute ne continuera pas. Au niveau de la N-VA, depuis 2009, on constate une progression dans les années 2009-2010 puis une stabilisation dans les années 2010-2012 où elle est passé de 27,8 à 28 %. A ce stade, il est peu probable que le VB augmente fort et que la N-VA diminue également ». Le reste de l'histoire commencera à s'écrire le 25 au soir. « Une fois de plus, on va devoir compter avec le VB puisque personne ne veut s'allier avec lui mais qu'il continuera selon toute vraisemblance à disposer de sièges. Il faudra en tenir compte dans les alliances. On parle d'un gouvernement Elio di Rupo 2 qui reconduirait les majorités sortantes avec les mêmes trois partis francophones et les mêmes trois partis néerlandophones à la condition que, cette fois, ce gouvernement soit également majoritaire dans le groupe néerlandophone à la chambre ».



FAIRE MIEUX ENSEMBLE

Entretien avec **Ivan TADIC**

Propos recueillis par Florence DARVILLE

FD : Quel est ton parcours professionnel ?

IT : J'ai travaillé dans plusieurs sociétés commerciales, avant de me rendre compte que ça ne me convenait pas. Je ne me sens pas à l'aise avec les mots "parts de marché", "profits", "concurrence", ... Je me suis donc dirigé vers le non-marchand, j'ai par exemple travaillé dans une école, un hôpital, un centre culturel... Mais toujours comme informaticien! (sauf pour l'un ou l'autre petit Intérim). J'ai fêté il y a peu mes 10 ans au Cesep, je suis toujours très content d'y être, l'atmosphère y est très bonne. Ce qui me marque le plus par rapport à mes expériences précédentes, c'est qu'il n'y a pas d'un côté la direction et de l'autre côté les travailleurs, ce qui est malheureusement trop souvent le cas ailleurs. Nous travaillons tous pour le Cesep, et je dirais même : pour l'Éducation permanente !

FD : Quelles formations animes-tu ? Qu'en retires-tu ?

IT : Je donne des formations sur les logiciels libres, sur les réseaux et sur certains logiciels libres de dessin. J'en retire beaucoup : enseigner c'est apprendre, rencontrer des gens qui travaillent dans des associations similaires et partager mon enthousiasme !

FD : Les logiciels libres ont 30 ans cette année, peux-tu nous expliquer ce qu'est un logiciel libre et nous dire pourquoi et s'ils vont sauver le monde ?

IT : (Rires) Il n'y a que Bruce Willis qui puisse sauver le monde, c'est bien connu! Wikipedia, encyclopédie Libre, est notre amie et nous dit : "Un logiciel libre est un logiciel dont l'utilisation, l'étude, la modification et la duplication en vue de sa diffusion sont permises, techniquement et légalement". Non le logiciel libre ne va pas sauver le monde, mais, comme sa définition le souligne, il garantit certaines libertés dans le domaine des logiciels informatiques.

FD : D'après Richard Stallman¹ : " Les logiciels non libres constituent un système antisocial qui interdit la coopération et la mise en commun. " Le choix du logiciel libre est-il donc un acte de résistance ou du moins de dissidence ?

IT : Non, pas pour ma part. Je crois qu'il y a toujours de la négativité dans le « militantisme ». Si les gens préfèrent et sont satisfaits des logiciels propriétaires, eh bien c'est tant mieux pour eux! Mais aujourd'hui il y a une alternative, les logiciels libres, et personnellement j'y trouve beaucoup plus de satisfaction, autant sur le plan éthique que technique.

J'ai trouvé sur le Web la « lettre ouverte aux hobbyistes » (les passionnés du début de la micro-informatique) de Bill Gates, envoyée le 3 février 1976. Bill Gates était alors âgé de 20 ans, il enjoignait ces hobbyistes à cesser de se partager son BASIC gratuitement. Il disait : « *Qui se soucie de rémunérer les gens qui ont travaillé pour le produire ? Est-ce honnête ?* ». Effectivement, utiliser un logiciel propriétaire payant sans l'avoir acheté, c'est du vol. Il finissait par écrire : « *Rien ne pourrait me plaire davantage que d'embaucher dix programmeurs et de pouvoir inonder de bons logiciels le marché des hobbyistes* ». Oui, mais la situation a changé : un logiciel libre, développé par une très grande communauté de programmeurs, via Internet, va être plus testé et re-testé qu'un logiciel propriétaire développé par une société privée. Son code source étant partagé, il n'est pas possible d'y glisser un logiciel « mouchard ». Les gouvernements des États en sont bien conscients et beaucoup d'entre-eux poussent leurs administrations à utiliser des logiciels libres et cette tendance va probablement ne faire que s'amplifier. Il faut savoir que si Windows est encore dominant comme système d'exploitation sur PC, ce n'est pas le cas dans le monde des serveurs Web, ni dans de nombreux systèmes embarqués ou autres super-ordinateurs... Je crois bien qu'il n'y aura pas de retour en arrière, et je pense que les logiciels libres, dont le crédo est « faire mieux ensemble » par opposition à « faire mieux que l'autre », est la manifestation



Je crois bien qu'il n'y aura pas de retour en arrière, et je pense que les logiciels libres, dont le crédo est « faire mieux ensemble » par opposition à « faire mieux que l'autre », est la manifestation d'un changement de mentalité.

d'un changement de mentalité. Ce qui m'étonne toujours, et qui me ravit en même temps, c'est que cette évolution vers une toute autre mentalité (esprit de communauté opposé à l'esprit de concurrence) se fasse justement dans un des domaines les plus typiques de notre société de consommation.

Mais pour en revenir au système d'exploitation pour PC, même si l'installation de Linux est devenue dans la plupart des cas aussi facile que celle de Windows, c'est un système fort différent (malgré les apparences). Et là, en tant qu'informaticien, j'y trouve plus que mon compte : plus grande modularité et plus de possibilités de programmation à différents niveaux.

FD : Je suis toujours impressionnée de voir la réactivité des gens sur les forums d'aide! Je me demande si c'est lié au plaisir de créer ensemble ou si la motivation ne vient pas aussi en partie de l'envie d'arriver à un résultat sans utiliser des logiciels propriétaires qui semblent nous être imposés et incontournables.

IT : Cette réactivité, qui concerne autant l'utilisation des logiciels libres que propriétaires, est à mon sens la preuve du bien-fondé de la philosophie du libre! La grande majorité des internautes qui ont des connaissances en informatique sont disposés à aider leur prochain (clin d'oeil). S'ils le pouvaient, les éditeurs de logiciels propriétaires interdiraient cela en nous obligeant à faire appel à leur helpdesk moyennant paiement ... (clin d'oeil). Et ce n'est pas uniquement une question d'argent, il est évident qu'au plus il y a d'échanges entre les gens, au plus le savoir s'enrichit et se diffuse !

FD : Tu accompagnes les associations à faire des migrations de leur réseau Windows vers les logiciels libres! Quels avantages en retirent-elles ? Quelles sont les spécificités d'un tel accompagnement ?

IT : Les migrations que j'ai opérées jusqu'ici se sont réalisées dans des associations dont la caractéristique est double : être de taille modeste et ne pas avoir d'informaticien parmi les membres du personnel. Ces associations ont souvent dû faire appel à des sociétés de services en informatique qui leur ont souvent installé, à prix d'or, des serveurs sur-dimensionnés tournant sous des logiciels propriétaires. Ici le problème n'est pas uniquement les coûts des licences (serveur et clients), mais également le service. Gérer un serveur requiert un savoir technique, et le Cesep leur facture mes prestations à des prix raisonnables.

Une migration vers les logiciels libres doit cependant être mûrement réfléchie. Certains (rares) logiciels propriétaires n'ont pas d'équivalence dans le monde du logiciel Libre. Les 2 cas les plus difficiles sont à mon sens le logiciel de comptabilité et le gestionnaire de base de données MS Access. Un des équivalents libres de ce dernier, LibreOffice Base, n'est pas encore à la hauteur.

La migration doit bien sûr s'accompagner d'une formation. Tenir compte aussi du fait que certains périphériques récents ne sont pas d'office immédiatement compatibles avec les logiciels libres (Linux).

FD : Cet été, tu as participé au projet Hackerspace, peux-tu nous en dire plus ? Qu'est-ce que ce projet et en quoi es-tu intervenu ?

IT : L'atelier "hackerspace" s'est déroulé dans le cadre des Rencontres Mondiales des Logiciels Libres qui se déroulaient cet été à l'ULB.

Mais les hackerspaces existent en dehors de cet événement particulier... appel à Wikipédia... "un hackerspace est un lieu où des gens avec un intérêt commun (souvent autour de l'informatique, de la technologie, des sciences, des arts...) peuvent se rencontrer et collaborer. Les Hackerspaces peuvent être vus comme des laboratoires communautaires ouverts où des gens (les hackers) peuvent partager ressources et savoir".

J'aimerais tout d'abord faire une mise au point pour couper court à une croyance populaire : un "hacker" n'est pas un pirate informatique !

Ce dernier devrait être appelé un "cracker". Un hacker est une personne qui aime comprendre le fonctionnement interne d'un système, en particulier des ordinateurs et des réseaux informatiques.

Donc cet été à l'ULB, j'ai été l'un des organisateurs de cette journée durant laquelle des "hackers" sont venus d'une part expliquer leur philosophie, et d'autre part montrer leurs projets, que ce soit des bidouillages électro-informatiques ou des projets plus "profonds" comme la mise sur pied de fournisseurs associatifs d'accès à Internet, gage d'un Internet non censuré, ou encore Memopol, un outil informatique qui permet de faciliter le contact avec nos députés européens tout en surveillant leurs votes sur des sujets liés à nos libertés fondamentales! En ce qui me concerne, outre l'aide à l'organisation de cette journée, j'ai co-animé un petit atelier de découverte de "Scratch", un logiciel libre permettant l'apprentissage ludique de la programmation aux enfants et adolescents. J'ai également présenté mon petit bidouillage personnel : mon premier micro-ordinateur, un Sinclair ZX81 transformé en poste de radio Internet...

FD : Tu es informaticien, je sais que tu pratiques la méditation et que tu fais de la moto. Penses-tu que ce sont des exutoires indispensables à ton métier ?

IT : Peut-être oui dans le sens où l'informatique, comme beaucoup de métiers dans notre société, est un travail essentiellement intellectuel.

Ce qui me plaît avec la moto, c'est qu'elle se conduit avec tout le corps, et un retour au corps signifie aussi un retour au moment présent.

J'ai aussi toujours aimé jouer avec mon équilibre (physique!). La moto me rappelle le skate-board, le snow-board ou le ski.

En ce qui concerne la méditation ("Vipassana" est le nom de celle que je pratique), cela va plus loin. Elle me permet

tout simplement de vivre plus heureux!

C'est bien plus qu'une technique de relaxation, elle doit être pratiquée régulièrement, tous les jours pour bien faire. Si je regarde en arrière, je me rends compte que j'ai bien changé grâce à cette technique, je suis plus positif, plus joyeux même (bon, pas tous les jours), plus souple mentalement, j'accepte plus facilement que les choses ne se passent pas comme je le voudrais. C'est un « travail » de toute une vie, mais cela en vaut certainement la peine.

FD : Le mot de la fin ?

IT : Que tous les êtres soient libres et heureux!



1. Richard Stallman : programmeur, fondateur et militant du logiciel libre. Il est à l'origine du projet GNU.

28 D.AILLEURS ET D'AUTRE(S) PART(S)

par Chantal DRICOT

Le festin de Babette ou le désordre fertile

Le Festin de Babette (Babettes Gæstebud) est un film danois réalisé par Gabriel Axel (1987). Il est inspiré d'une nouvelle de Karen Blixen.

Le festin de Babette fait partie de ces films qui cheminent longtemps. De ceux vers lesquels on revient pour prolonger les nuances ou observer les filigranes. C'est un film de clairs obscurs qui expose, pourtant sans ambiguïté, la complexité du réel. Les personnages, les valeurs, les cultures, les opposés s'y côtoient. Et la parole, incarcérée dans une rigueur religieuse ou dans les blessures tues, prend corps progressivement pour libérer finalement ses dimensions plurielles, infiniment humaines.

1871. Babette, grand chef d'un célèbre restaurant parisien, fuit l'écrasement de la Commune. Derrière elle, elle laisse un fils et un mari, fusillés dans la répression. Son lieu de refuge a tout du pays d'exil. Il y a dans cette terre sauvage, écartée du reste du monde, une entente que l'on dirait naturelle entre le climat âpre, les sobres paysages et les moeurs austères du puritanisme luthérien. Deux sœurs, Filipa et Martina, accueillent par charité cette française « papiste ». Elles sont filles de pasteur. Un presque prophète dont l'enseignement a maintenu la petite communauté dans la rigidité du renoncement et de l'ascétisme. Après sa mort, Filipa et Martina, vieilles filles, tentent vaille que vaille de perpétuer son apostolat. Sans dire qui elle est ; accompagnée d'une seule lettre de recommandation, Babette se met au service des demoiselles et s'installe progressivement dans cette communauté très éloignée des plaisirs du monde. Elle y apprend la langue et l'extrême sobriété des repas qu'elle prépare. Attentive, en retenue souriante, elle observe silencieusement la différence. Quatorze années s'écoulent. Jusqu'au billet de loterie gagnant. Il devrait lui permettre de rentrer au pays. Au lieu de quoi, à l'occasion de la célébration de l'anniversaire du défunt pasteur, elle propose l'organisation d'un « dîner à la française ». Sans mesurer la contradiction des termes, les deux sœurs acceptent.

Et le festin de Babette advient. Il opère comme une œuvre alchimique, sensuelle. Il permet l'exposition des contraires d'abord ; leur rapprochement ensuite. Des mondes isolés se découvrent. Des espaces symboliques éloignés s'explorent. Il est un lieu d'énonciation et de transformation. La parole s'incarne. Tous y accèdent. Les inimitiés et la contradiction n'en sont pas exclues. La

parole affranchit et métabolise. Mieux encore, il ne s'agit dans cet entrelac ni de transgression, ni de conversion. Cela nous replacerait dans le domaine de la foi et des croyances qui excluent. Le festin apparaît au contraire comme un moment de reconnaissance mutuelle et de découverte, au-delà des différences qui subsisteront, d'un monde commun.

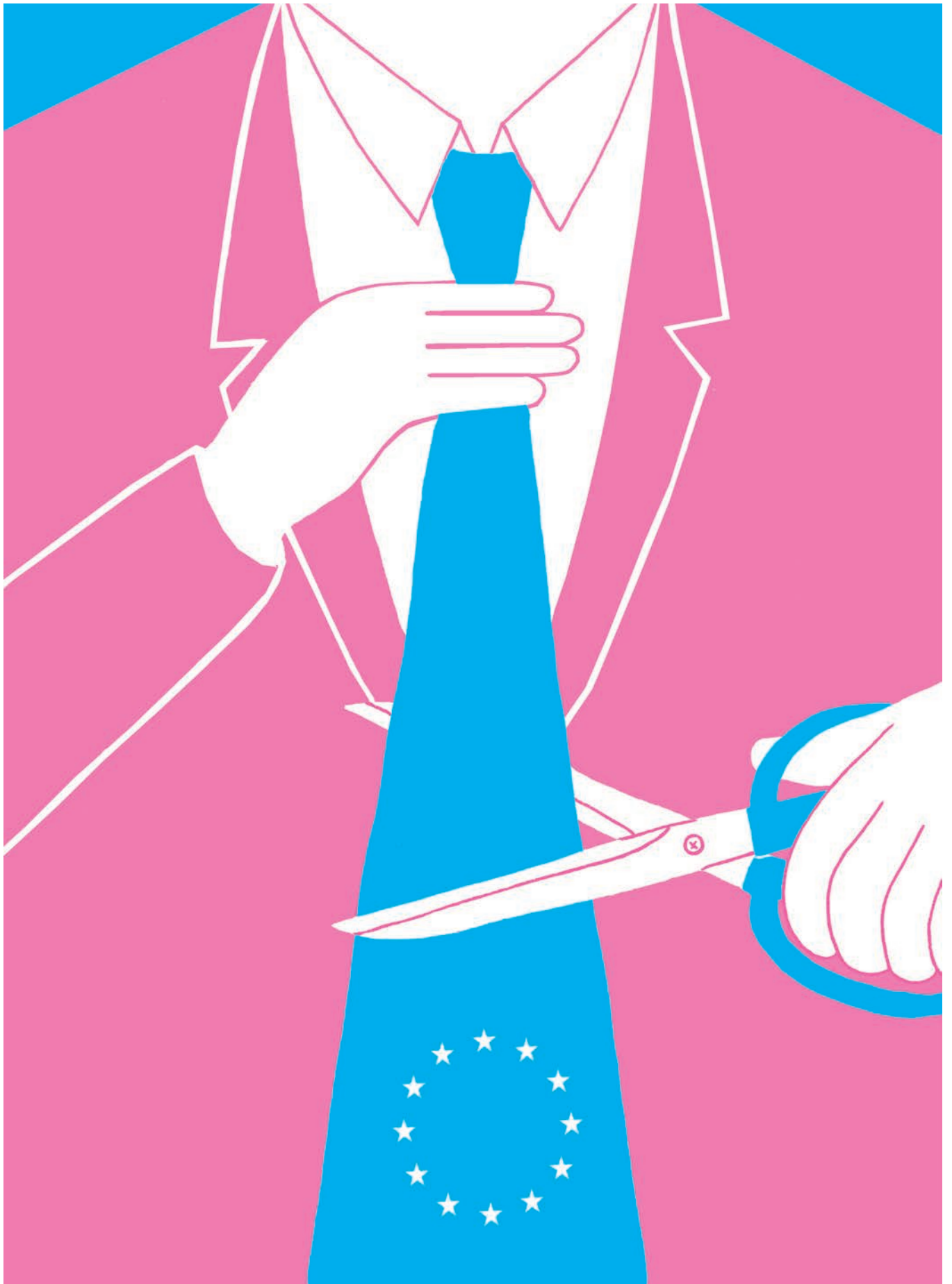
Babette, le temps du repas, se réapproprie son identité et tient, par le langage de son art, un discours politique.

« L'idéologie du goût naturel tire ses apparences et son efficacité de ce que, comme toute les stratégies idéologiques qui s'engendrent dans la lutte des classes quotidiennes, elle naturalise des différences réelles, convertissant en différences de nature des différences dans les modes d'acquisition de la culture et reconnaissant comme seul légitime le rapport à la culture (ou à la langue) qui porte le moins les traces visibles de sa genèse, qui, n'ayant rien d'« appris », d'« apprêté », d'« affecté », d'« étudié », de « scolaire » ou de « livresque », manifeste par l'aisance et le naturel que la vraie culture est nature, nouveau mystère de l'Immaculée conception ».

Pierre Bourdieu, « La distinction. Critique sociale du jugement. » Éditions de Minuit, 2012, pg 73

« La culture et la politique s'entr'appartiennent (alors), parce que ce n'est pas le savoir ou la vérité qui est en jeu, mais plutôt le jugement et la décision, l'échange judicieux d'opinions portant sur la sphère de la vie publique et le monde commun, et la décision sur la sorte d'action à y entreprendre, ainsi que la façon de voir le monde à l'avenir, et les choses qui doivent y apparaître ».

Hannah Arendt, « La crise de la culture », Folio Essais, 2012, pg 285



DERRIÈRE LE MIROIR DE LA GRAMMAIRE MÉDIATIQUE DE L'ENGAGEMENT ET DU MILITANTISME EN LIGNE

Jean-Luc MANISE

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

L'algorithme de fonctionnement et la structure de développement en maillage d'Internet crée de nouvelles sociabilités numériques qui favorisent ici la « viralité » d'une information, c'est-à-dire sa diffusion et son appropriation à grande échelle, là le passage à l'action. Mais pas de façon ex nihilo. Internet reste avant tout un outil de communication et de socialisation dont les processus s'inspirent largement du réel. La sacro-sainte viralité du réseau des réseaux tout d'abord. En 1967, Stanley Milgram va faire une expérience qui le rendra célèbre. Le sociologue va demander à un panel de personnes choisies au hasard de faire suivre un courrier adressé à un destinataire inconnu dans une ville située à l'autre bout des Etats-Unis, en la confiant à une de leurs connaissances, qui devra faire de même et ainsi de suite jusqu'à ce que le courrier arrive à son destinataire. Milgram va ainsi pouvoir vérifier sa théorie qui veut qu'entre deux individus, quels qu'ils soient et où qu'ils soient sur terre, il existe au maximum six intermédiaires. En 2011, une étude réalisée par l'université de Milan va ramener à 4 le nombre de séparations dans le cas de la transmission de courriers électroniques ou dans celui des contacts au sein des réseaux sociaux.

DE LOINTAINS MILITANTS

Et donc oui le virtuel s'ancre dans le réel. C'est ainsi que ceux qu'on appelle parfois les militants 2.0 puisent

aussi leurs aspirations dans l'histoire sociale de l'activisme. Le militantisme distancié cher à Jaques Ion, celui qui se méfierait des structures hiérarchiques de types syndicales et politiques traditionnelles, celui qui pourrait prendre du recul par rapport à une cause, s'y investir par à-coups trouve des échos dans les structures d'engagement « classiques » comme le montre la sociologue Lilian Mathieu. Reste qu'aussi, le réel est impacté par le virtuel.

UN INDIVIDUALISME EN RÉSEAU

Réfléchissant aux types de structures sociales que les technologies de la communication encourage, le sociologue Barry Wellman propose un modèle théorique basé sur l'individualisme en réseau, qui mixte les liens sociaux « forts » (les premiers cercles) et ceux plus lâches que permettent les réseaux sociaux en ligne. Ils ouvrent la porte à l'activation de liens plus faibles et plus distants, et augmentent donc par là le potentiel d'engagement d'Internaute dans une cause. C'est l'une des principales raisons de la fascination qu'opère Internet sur les structures militantes traditionnelles.

AMOUREUX DE LA TECHNOLOGIE & DÉFENDEURS DES LIBERTÉS NUMÉRIQUES

Indéniablement aussi, le réseau Internet crée son propre champ d'action. Composé d'une multitude de nœuds

de communication, il permet à des communautés changeantes d'exister, de s'entrecroiser et s'intercroiser à l'infini. Il constitue un gigantesque accélérateur de circulation des informations et démultiplie les points d'accès aux savoirs contenus dans une bibliothèque planétaire. Les hackers se sont donnés comme première mission de défendre l'indépendance et la fluidité de cet espace de liberté et de gratuité. Ce sont des guerriers amoureux de la technologie et défenseurs de toutes les libertés numériques, la première étant l'accès au savoir et à la connaissance, la deuxième étant à la protection des droits et de la vie privée des internautes. Tout comme les programmeurs traquent les bugs, les hackers pistent les failles et les ingérences faites dans le cyber-espace. Il faut à leurs yeux empêcher que des conglomérats politiques et/ou économiques ne verrouillent un système qui peut (aussi) s'avérer fondamentalement bon pour la démocratie. Il faut empêcher les dérives autoritaires, il faut empêcher que le Net ne devienne un outil de contrôle total ou un entonnoir dans lequel quelques-uns déverseraient une information uniforme et abêtissante.

LA FAILLE ET L'EXPLOIT

C'est ainsi que les hackers sont entrés en politique. C'est ainsi que les hackers ont eu recours aux technologies pour une plus grande transparence du fonctionnement démocratique. Toujours sur le même principe, très joliment résumé par Julien Pasteur, celui de la faille et de l'exploit. Il faut traquer les fissures du système et les mettre en lumière en faisant l'événement.

Ce sont des guerriers amoureux de la technologie et défenseurs de toutes les libertés numériques, la première étant l'accès au savoir et à la connaissance, la deuxième étant l'accès à la protection des droits et de la vie privée des internautes.

Télécharger l'étude complète sur notre site
www.cesep.be

LA PARTICIPATION : QUELLE PLACE POUR LES PARTICIPANTS ?

Jean-Luc MANISE

Toutes nos analyses sont disponibles sur le site www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Julien Charles est chercheur au FNRS. Il y a deux ans, il soutenait à l'UCL et à l'EHESS une thèse en sociologie intitulée « Une participation éprouvante. Enquêtes sur l'autogestion, le management participatif, la participation citoyenne et l'empowerment » d'où est née l'étude « Les conditions de la participation, marqueurs de la vulnérabilité du participant ».

Julien Charles : « Concrètement, l'étude s'est appuyée sur des lieux volontairement fort différents afin d'éclairer des aspects que je n'aurais pas pu voir sans cela. Il y avait aussi un petit côté provocant à étudier des réalités aussi éloignées que Caterpillar, une entreprise capitaliste qui s'engage sur la voie du management participatif ; une Maison médicale ancrée sur un territoire local et qui se réclame de l'autogestion ; et la Bicycle Kitchen, située à Los Angeles, qui met en place un dispositif d'empowerment dans un atelier où les clients sont invités à réparer eux-mêmes leur propre vélo. Dans chacune de ces organisations, la participation est évidemment mise en œuvre de manière très contrastée et prend des formes tout à fait différentes.

Mais au final des éléments communs se dégagent de l'observation et permettent de faire avancer la réflexion ».

UNE DIMENSION ÉPROUVANTE

« De façon systématique, la participation sous-entend une implication personnelle pour les gens dont on sollicite l'expression. Rapidement, les organisateurs définissent ce qui leur semble convenable de faire dans la participation. Il y a alors une tension : on attend que les personnes s'expriment et, simultanément, qu'elles répondent au cadre imposé de la « Bonne Participation » et de l'objectif au service duquel elle est mise en place. Dans les faits, quand la personne participe, cela aboutit à ce que l'on soit rarement satisfait de ce qu'elle dit. En fait, on appelle la personne et on lui demande aussitôt de se conformer. C'est là qu'il y a une dimension éprouvante pour le participant. Le problème de l'accueil réservé aux différentes expressions du participant se situe alors dans la compétence du dispositif (et des personnes qui le mettent en place) à accepter que les participants viennent avec ce qu'ils sont à un moment donné, avec ce qui leur tient à cœur, avec ce pour quoi ils participent. Il y a des questions de format

et de réalisation à prendre en compte. Il faut clarifier un certain nombre de choses et délimiter la façon dont on va mettre les choses en commun ».

LE MYTHE DE LA PARTICIPATION FACILE

« Aborder les conditions de format, c'est une manière de prendre distance avec le vieux mythe de la participation facile. Cela signifie que les contributions personnelles, pour être reçues dans le dispositif participatif, doivent être mises en forme, transformées. Ça veut dire qu'on n'exprime pas tout et n'importe quoi dans ces endroits. Ainsi, dans le cas de la Maison médicale portée par un idéal autogestionnaire, il fallait à une époque systématiquement présenter ses interventions sous forme d'arguments très généraux contribuant eux-mêmes à l'idée de l'avènement, un jour, d'une société autogérée. Au contraire, chez Caterpillar, le management ne reconnaît comme participation convenable que celle qui contribue à améliorer l'efficacité de la production. Les conditions de réalisation se donnent à voir, quant à elles, dans le fait qu'on participe toujours à quelque chose. Le dispositif participatif est mis au service d'un objectif, d'une conviction ou d'une envie, qu'il s'agit de réaliser. La participation vise à avoir un effet sur le monde grâce à un travail collectif ».

LES MOMENTS POLITIQUES DE LA PARTICIPATION

« A ce titre, si je devais formuler une vision normative de la « Bonne Participation », je dirais que c'est une

participation qui permet de se rendre compte que certains problèmes ne sont pas personnels et qu'ils nécessitent un traitement collectif ; elle permet ensuite aux participants d'enquêter sur cette problématique commune. C'est un long travail de faire le chemin qui va du doute à sa problématisation publique, en se posant des questions sur ce qui cause ce problème pour essayer de le résoudre. Je pense que la participation est un bon moyen pour réaliser ce chemin-là. C'est d'ailleurs là qu'il y a un gros problème avec les approches classiques de la participation qui considèrent que le dispositif participatif consiste à mettre en débat un problème public. Mais bien avant que ça ne devienne un problème public, il y a tout un travail qui doit être fait et qu'on ne peut pas négliger. En plus, très personnellement, je trouve que ce sont aussi les plus beaux moments politiques de la participation qui se jouent là ».



